



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DE L'UTILITE PUBLIQUE  
ET DES PROCEDURES ENVIRONNEMENTALES

**ARRÊTÉ**

**n° 2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/034 du 12 février 2019**  
**mettant en demeure le Syndicat des copropriétaires BURES-ORSAY-LES ULIS de respecter les**  
**dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement et des articles 3.1.2 et 3.1.4**  
**du chapitre V de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006**  
**pour son entrepôt situé à VILLEJUST**

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, en qualité de préfet de l'Essonne,

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-PREF-DCPPAT-BCA-014 du 21 janvier 2019 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n°2008-PREF.DCI 3/BE 0126 du 30 juin 2006 imposant au syndicat des copropriétaires de BURES-ORSAY-LES ULIS, dont le siège social est situé 32 Avenue de l'Océanie 91140 VILLEJUST, des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de l'entrepôt situé à la même adresse,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 10 janvier 2019, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 20 novembre 2018, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 11 janvier 2019 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence d'observations de l'exploitant dans le délai imparti,

CONSIDERANT que lors de la visite du 20 novembre 2018, l'inspecteur a constaté les non conformités notables suivantes :

- des modifications structurelles ont été réalisées dans le bâtiment D sans que l'inspection des installations classées n'ait été informée,
- les photocopieurs entreposés en masse forment des blocs d'une surface supérieure à 500 m<sup>2</sup>,
- les issues sont munies d'un moyen de fermeture par des barres de fer qui ne permet pas une évacuation rapide des personnes,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement et des articles 3.1.2 et 3.1.4 du chapitre V de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 susvisé,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le Syndicat des copropriétaires BURES-ORSAY-LES ULIS de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le Syndicat des copropriétaires BURES-ORSAY-LES ULIS, exploitant un entrepôt sis 32 Avenue de l'Océanie - 91140 VILLEJUST, est mis en demeure de respecter :

**dans un délai de SIX MOIS à compter de la notification du présent arrêté :**

- l'article R.181-46 du code de l'environnement, en transmettant un porter à connaissance (PAC) relatif aux modifications d'exploitation apportées au bâtiment D
- l'article 3.1.2 du chapitre V de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 susvisé, en limitant la surface de 500 m<sup>2</sup> pour le stockage en masse dans la cellule louée à la société ACE dans le bâtiment D,
- l'article 3.1.4 du chapitre V de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 susvisé, en retirant les barres de fer présentes sur les issues de secours de la cellule louée à la société ACE dans le bâtiment D.

**ARTICLE 2** : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

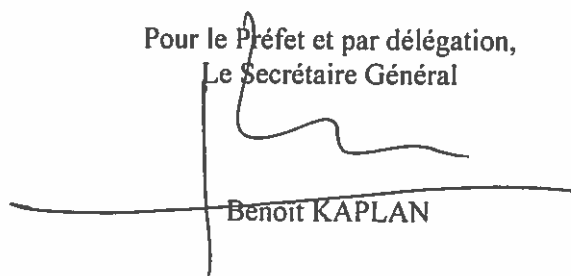
### **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

#### **ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,  
Les inspecteurs de l'environnement,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, le Syndicat des copropriétaires BURES-ORSAY-LES ULIS, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information au Sous-Préfet de PALAISEAU et au Maire de VILLEJUST.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line followed by a horizontal line and a wavy flourish.

Benoît KAPLAN

1.2

1.2

1.2

1.2

1.2

1.2

1.2